

DGEFP

Questions/Réponses N° 6

Deux parties pour ce sixième questions/réponses. La première porte sur la mise en œuvre de la démarche de confirmation du label APP, la seconde rassemble des questions diverses sur le fonctionnement des APP. Elles émanent pour l'essentiel des personnes en charge du dossier des APP au sein des DRTEFP. Les réponses ont été écrites par Nadine Kebe, Delphine Crouzet et Michel Tétart. Elles sont toutes validées par la DGEFP.

Vous pouvez continuer à poser vos questions, de préférence par mél à delphine.crouzet@degfp.travail.gouv.fr ou michel.tetart@app.tm.fr . Les réponses feront l'objet du prochain questions/réponses.

Questions	Réponses
I – Démarche de confirmation du label	
1 – Le temps nécessaire à la mise en œuvre des accompagnements préalables est souvent long et retarde d'autant la réalisation des audits sur site. Peut-on disposer d'un délai supplémentaire pour la réalisation complète de la démarche au niveau régional ?	<p>1 – La démarche au niveau national doit s'achever fin décembre 2007.</p> <p>La date limite du 15 juillet concernant la tenue des audits et des commissions avait pour but de proposer un échéancier permettant, pour les APP ayant demandé la confirmation du label sans accompagnement préalable, et pour lesquels la commission de confirmation du label prescrirait des mesures d'accompagnement, de pouvoir en mesurer la mise en oeuvre par l'APP, et de confirmer le label ou d'initier la procédure d'appel avant la fin de la démarche. (cf. QR n° 5, I-8)</p> <p>Pour les APP ayant bénéficié de mesures d'accompagnement préalable, les commissions régionales peuvent se tenir jusqu'à la fin du troisième trimestre 2007, sans remettre en cause la date de fin de la démarche au niveau national. En effet, l'accompagnement préalable devrait avoir produit ses effets, et l'APP ne pas avoir besoin d'accompagnement complémentaire.</p>

<p>2 – Est-il possible de labelliser une antenne ?</p>	<p>2 – Non. Il n'est pas possible de labelliser une antenne en tant que telle. L'antenne est constitutive de l'APP, inscrite comme telle dans le projet pédagogique annuel et composante de l'activité globale développée par l'APP (cf. cahier des charges APP III-2 p 28). La confirmation porte sur l'ensemble de l'activité et comprend la ou les antennes, territoriales comme carcérales. (cf. également Q R n°2 I-3)</p>
<p>3 – Quels documents doivent être remis aux auditeurs avant la réalisation de l'audit sur site ? Que faire quand la procédure de fusion prévue ne marche pas ?</p>	<p>3 – Pour préparer leur visite sur site le binôme d'auditeurs doit disposer à l'exclusion de tout autre document:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Du dossier de demande de confirmation du label de l'APP ; - Du projet pédagogique annuel ; - Des données statistiques des 3 derniers exercices (pour cela l'auditeur dispose d'un code d'accès au système national accessible sur le site : www.app.tm.fr (cf. Démarche nationale de confirmation du label/ fiche n°2 : le vade-mecum du binôme auditeurs) <p>En revanche, afin de préparer la journée sur le site, les auditeurs peuvent demander à l'APP de tenir à leur disposition, une série de documents auxquels ils souhaitent avoir accès lors de leur présence sur le site.</p> <p>Si la procédure de fusion entre les fichiers au format EXCEL ne fonctionne pas (demande de confirmation et dossier auditeur) le plus simple est d'utiliser chacun des documents séparément et de les imprimer pour mieux les visualiser.</p>
<p>4 – Quand et comment un nouvel APP peut-il être intégré à la démarche ? Même question quand un APP change d'organisme porteur avec une nouvelle équipe pour mettre en œuvre ses activités?</p>	<p>4 – Quel que soit le cas de figure, un APP ne peut être concerné par la démarche que s'il a une activité continue depuis au moins 6 mois. A l'issue de cette période il peut faire son autodiagnostic et entrer dans la</p>

	démarche générale.
5 – Quelle est la durée du label ?	5 – Il appartient à la DRTEFP de décider de la durée du label. Le groupe de pilotage national du 12 janvier 2007 préconise une durée du label de trois ans. Toutefois cette labellisation n’engage pas automatiquement l’Etat sur les financements annuels accordés à l’activité des APP.
6 – Comment se déroule une commission régionale ?	6 – Au vu de l’expérience des régions ayant déjà tenu une commission régionale, l’envoi préalable des documents aux membres de la commission permet la connaissance du contenu des dossiers avant la tenue de la réunion. L’examen de chaque dossier dure environ une heure, le dossier peut être présenté par un membre de la commission. Outre les documents prévus, les DRTEFP réalisent souvent des fiches de synthèses des différentes données. La présence des auditeurs est parfois sollicitée pour expliciter certains points. A l’issue de la réunion, les avis émis par la commission régionale sont consignés dans un procès verbal. A la suite de ces réunions, le DRTEFP notifie sa décision au responsable de l’organisme porteur de l’APP.
7 – Peut-on disposer de documents relatifs au projet pédagogique et au COS ?	7 Oui , l’animation nationale y travaille, et produira des documents pour aider les équipes pédagogiques à construire le projet pédagogique annuel, et organiser et animer le COS
II – Questions diverses	

<p>1 – Sur le financement de la DGEFP accordé pour un APP est-il possible d'affecter un temps réservé à la coordination des actions? Si oui dans quelle proportion ?</p>	<p>1 – Le financement de l'Etat est lié aux objectifs inscrits dans le projet pédagogique annuel de l'APP. Ce financement engage l'organisme porteur à une obligation de moyens pour mettre en œuvre la prestation telle que définie dans le CDC. Il n'est donc pas possible d'affecter de façon exclusive des crédits de fonctionnement aux activités de préparation et de coordination.</p>
<p>2 – Les absences justifiées d'apprenants doivent-elles être défalquées ?</p>	<p>2 – Si l'absence est justifiée, il est possible de reporter, en accord avec l'apprenant, la séance prévue à un autre moment. En principe c'est la présence effective des personnes qui justifie le financement. L'émargement est la règle, il est obligatoire en cas de financement du FSE. (cf. également questions réponses n° 3 XII-2)</p>
<p>3 – Les salariés, inscrits comme DE, travaillant moins de 78 h par mois en CESU peuvent-ils être pris en compte sur le financement Etat ?</p>	<p>3 – A titre dérogatoire, il appartient à la DRTEFP d'apprécier l'opportunité de la demande dans un souci de qualification et d'insertion professionnelle de la personne. Elle veillera toutefois à ce que la prise en compte de ce type de demande reste très limitée.</p>
<p>4 – Une personne travaillant 20 h par mois en CESU, DELD inscrite à l'ANPE, bénéficiant d'une prescription de l'Agence et se destinant à passer des concours administratifs peut-elle être inscrite dans un APP ?</p>	<p>4 – Oui dans la mesure où cette personne est identifiée à l'ANPE comme DELD et qu'elle bénéficie d'une prescription de cette dernière. Elle est de fait considérée comme public prioritaire.</p>

<p>5 – L'indicateur 6.2 du programme 103 « taux d'accès à une formation qualifiante à l'issue d'une formation en APP » n'est pas recensée actuellement. Comment s'organiser pour recueillir cette information en 2007 ?</p>	<p>5 – L'indicateur 6.2 « taux d'accès à une formation qualifiante à l'issue d'une formation en APP », doit être renseigné et analysé dans le rapport annuel de performance (RAP) 2006 du programme 103, remis chaque année au parlement à la fin du mois d'avril.</p> <p>L'information sur l'accès à la qualification (en fait, entrée en formation) est accessible dans le système statistiques www.app.tm.fr</p> <p>Compte tenu des délais mentionnés plus haut, cet indicateur ne pourra être renseigné pour 2006 à partir des éléments de suivi 3 à 6 mois après sortie de l'APP (tableau 19 ligne 2), puisque la session de saisie de ces données pour l'année 2006, par les APP, n'a pas encore eu lieu.</p> <p>Aussi, il convient de renseigner cet indicateur avec les seuls éléments de suivi disponibles à ce jour, soit ceux du tableau 16, ligne 2 (situation à la sortie).</p> <p>La DGEFP, en lien avec l'animation nationale, est en train d'examiner les différentes options permettant, pour l'année 2007, d'être en mesure de renseigner cet indicateur dès le mois de mars.</p>
<p>6 – Est-il possible, dans le cadre du financement DRTEFP, public prioritaire, d'établir une convention de stage avec une entreprise (par exemple pour une préparation au CAP petite enfance ou pour un perfectionnement informatique, français dans un milieu professionnel ?</p>	<p>6 – La possibilité de stage en entreprise est exclue par le cahier des charges des APP (page 21 : « ce qui est exclu du champ de compétence de l'APP »). Il faut dans ce cas, s'appuyer sur une formule de type EMT (évaluation en milieu de travail) prescrite par l'ANPE.</p>

7 – Le cahier des charges APP indique, parmi les obligations de l'organisme porteur, celle de rémunérer le coordonnateur. Cela signifie-t-il que cette rémunération est prise en charge par l'organisme support et non pas sur la convention signée avec la DRTEFP ?

8 – Oui, il appartient à l'organisme support de l'APP de rémunérer le coordonnateur de l'APP.
(cf. cahier des charges p.26 II-2)